RA
2007-2008

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La principale **MISSION** du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec. Le Chantier travaille ainsi à favoriser et à soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie pour répondre aux besoins des communautés et pour créer des emplois durables. Favoriser et soutenir la concertation des divers acteurs de l'économie sociale est aussi au cœur même de la mission du Chantier.

Atteindre son plein potentiel

photo David Cormier

L'économie sociale est, en premier lieu, une voie privilégiée pour les collectivités locales de se prendre en main en s'appuyant sur leurs propres capacités de développement économique, social et culturel. Le Chantier de l'économie sociale a toujours tenu compte de cette caractéristique fondamentale de l'économie sociale et a fait de l'arrimage entre l'entreprise et son milieu une de ses orientations de base. Cette année le virage régional, entrepris par le Chantier depuis plusieurs années, s'est concrétisé par la fin du processus de mise en place des Pôles régionaux d'économie sociale. En créant une interface permanente entre le Chantier et les acteurs de l'économie sociale engagés dans les régions du Québec, le Chantier a réuni les conditions qui lui permettront de renforcer la reconnaissance de la contribution des entreprises d'économie sociale aux collectivités qui les portent.

Les entreprises d'économie sociale innovent constamment dans leur réponse aux besoins des communautés et des personnes. Elles mobilisent les aspirations des citoyens qui mettent à profit leur savoir-faire. Cette réalité a également servi de guide pour le Chantier qui a misé, encore une fois, sur un ensemble de réseaux et d'entreprises pour identifier ses priorités d'action et pour réaliser ses objectifs. Cette année encore, nous avons pu constater l'engagement des membres du conseil d'administration. Issus de secteurs très diversifiés, de mouvements sociaux, d'organisations de développement et de représentants des régions du Québec, les membres du conseil d'administration ont travaillé à la mise en œuvre des orientations formulées à l'occasion du Sommet de l'économie sociale et solidaire. Je veux remercier sincèrement chacun d'entre eux pour leur disponibilité et leur générosité.

L'équipe permanente s'est encore distinguée par son ardeur et sa créativité dans un travail qui présente des défis ne tolérant aucune recette « toute faite ». Que ce soit pour finaliser la mise sur pied de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, la reconfiguration du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), le soutien aux secteurs en difficulté ou en croissance ainsi que les interventions visant à promouvoir le rôle de l'économie sociale dans les villes et villages du Québec, Nancy Neamtan et son équipe se renouvellent encore.

Les défis auxquels nous aurons à faire face sont encore nombreux. Nous arrivons bientôt à un « moment de vérité » en ce qui concerne la reconnaissance et le soutien gouvernemental au développement de l'économie sociale. Nous espérons que le plan d'action gouvernemental sera à la hauteur de nos attentes. Nous sommes malgré tout persuadés que, ensemble, nous saurons relever ces nombreux défis. Ainsi, cette nouvelle année doit nous permettre de progresser dans le soutien au réseautage des entreprises en région, de contribuer à une solution durable pour rémunérer adéquatement les services essentiels offerts par les entreprises d'aide domestique, de renouer avec la croissance dans les secteurs du logement, de la culture, de l'environnement… Ce ne sont pas les idées qui nous manquent; mais il faut surtout s'assurer de trouver les moyens pour que l'économie sociale atteigne son plein potentiel comme vecteur de développement socioéconomique au Québec.

Notre assemblée générale annuelle nous offre un temps d'arrêt pour tracer un bilan du chemin parcouru et nous permet d'entrevoir tout le travail qui reste à faire. Ensemble, nous l'entreprenons avec confiance et détermination. ■

Patrick Duguay
Président du conseil d'administration

1 Mot du président du conseil d'administration
3 Mot de la présidente-directrice générale
5 Le bilan des activités
13 Nos outils financiers
18 Les communications
20 La recherche en action
22 La vie associative
23 Le comité jeunesse
24 Les liens hors Québec

Annexes

26 I Le conseil d'administration
27 II L'équipe de travail
28 III Liste des sigles et des acronymes

Le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.
Imprimé sur papier Productolith fait à 10% de fibres postconsommation, certifié FSC.

Conception graphique et production: **Coop de travail 1-20media [www.1-20media.com]**
Impression: **Imprimerie du Progrès**

10 ans déjà, imaginez la suite!

photo Jonathan Robert

Le Chantier de l'économie sociale a complété sa première décennie en tant qu'organisation formellement structurée. Une décennie qui a vu l'émergence d'un mouvement organisé et uni autour de la vision commune d'une économie plus démocratique et inclusive, une économie plurielle où les entreprises d'économie sociale jouent un rôle majeur au cœur des besoins des collectivités et des régions du Québec. Le Chantier a également permis au mouvement québécois de l'économie sociale de se joindre à de multiples réseaux internationaux d'acteurs d'économie sociale, d'entrepreneurs, d'investisseurs, de chercheurs et d'administrateurs publics. Ce mouvement, en plein essor sur plusieurs continents, constitue une source d'inspiration et de mobilisation pour nous, au Québec.

L'année 2007-2008 a été, avant tout, une année de développement. Tout en consolidant les projets en cours, le Chantier a entrepris plusieurs nouvelles initiatives visant à constituer un environnement plus favorable à la création et à la consolidation d'entreprises collectives dans les communautés partout au Québec. La majorité de ces initiatives découle directement des pistes d'action adoptées en 2006 au Sommet de l'économie sociale et solidaire. Ainsi, le Chantier a poursuivi ses efforts pour créer des outils performants dans les domaines du financement, de la formation, de l'information, du réseautage et de la commercialisation. Le Chantier a également investi des sommes d'énergie considérables pour mobiliser une relève, les jeunes bien sûr, mais également chez les Premières Nations et les communautés issues de l'immigration. À la demande de ses membres, le Chantier est intervenu dans plusieurs dossiers sectoriels, soit pour protéger les acquis, soit pour mettre sur pied de nouvelles pistes de développement. Le Chantier a aussi consacré des ressources importantes dans une démarche avec le gouvernement du Québec en faveur d'un plan d'action en économie sociale dont les résultats seront connus à l'automne 2008.

Le travail formidable de nos partenaires régionaux a permis de faire connaître et reconnaître la contribution de l'économie sociale au développement local et régional sur l'ensemble du territoire. Le soutien du ministère des Affaires municipales et des Régions, nouveau port d'attache pour le dossier de l'économie sociale au gouvernement du Québec, a permis de consolider ces partenariats régionaux.

Le Chantier a poursuivi ses nombreux partenariats dans les pays du Sud et du Nord. Du Brésil à la France, de l'Afrique de l'Ouest à l'Argentine, du Japon à la Belgique, le Chantier a accueilli de nombreuses délégations étrangères et a participé activement à de riches échanges avec des acteurs de l'économie sociale d'ailleurs.

L'équipe permanente a pu, encore une fois, s'appuyer sur un conseil d'administration fortement engagé dans de la mission du Chantier, celle de promouvoir et de développer l'économie sociale au Québec.

Il ne reste qu'à remercier chaleureusement tous ceux et celles qui ont contribué aux réussites du Chantier. Soulignons, en premier lieu, la contribution indispensable de nos membres et, notamment, de leur représentant et leur représentante au conseil d'administration, au comité exécutif et aux divers comités qui ont orientés les travaux du Chantier tout le long de l'année. Soulignons aussi le travail formidable de l'équipe du Chantier, forte de ses membres expérimentés mais également d'une nouvelle cohorte de jeunes qui apportent une énergie et un regard nouveau sur nos pratiques et nos réflexions.

Finalement, un remerciement très personnel et sincère à notre président, Patrick Duguay, qui fut un allié et ami indéfectible, toujours présent avec des conseils sages et réfléchis, malgré des responsabilités exigeantes au sein de sa propre organisation et de sa région.

Le mouvement de l'économie sociale est en bonne santé au Québec, le Chantier aussi ! Si la première décennie du Chantier de l'économie sociale fait la preuve de notre potentiel en tant que force économique et en tant que mouvement social, imaginons ensemble la prochaine ! ■

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

Bilan des activités

Les liens régionaux et locaux

Au cours de la dernière année, deux éléments ont grandement contribué au renforcement et à la consolidation des dynamiques d'échange et de mise en commun du réseau des pôles régionaux d'économie sociale : la tenue des trois rencontres nationales annuelles du réseau, prévues dans le cadre général des ententes Chantier/Pôles, et la consolidation du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS). Ces rencontres ont eu lieu à Gatineau, à Montréal ainsi qu'en Abitibi-Témiscamingue dans le cadre du colloque annuel du RQRP-ÉS.

Depuis l'élaboration du cadre général servant de guide dans la mise en œuvre d'ententes partenariales régionales et la signature de la première de ces ententes de partenariat avec le Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie en septembre 2004, les choses ont beaucoup évolué, se sont modifiées et même transformées. Le Chantier a signé - ou est en voie de signer - des ententes de partenariat avec 16 des 17 régions du Québec. Nous pouvons maintenant dire qu'il existe un réseau de Pôles régionaux d'économie sociale, représentatif de tous les acteurs régionaux d'économie sociale, déployé sur l'ensemble du territoire québécois.

Quelque quatre ans plus tard, la situation de plusieurs de ces pôles a changé; certains ont soit des ententes de partenariat, soit des ententes spécifiques avec les Conférences régionales des élus (CRÉ) ou sont en voie d'élaboration dans d'autres régions. Ces ententes changent la donne sur le plan de la représentation politique régionale de ces pôles. La présence d'une grande diversité d'acteurs au sein des pôles pose également la question des rôles respectifs – Chantier/pôles. C'est pourquoi le conseil d'administration du Chantier a mis en place, au cours de la dernière année, un comité *ad hoc* ayant comme mandat l'évaluation et le renouvellement des ententes avec les pôles. Le comité poursuivra et terminera ses travaux en 2008-2009.

Il faut également souligner le travail impressionnant des pôles régionaux : ententes spécifiques en économie sociale, planifications stratégiques, plans d'actions, tournées régionales, sensibilisation des élus, formations, journées ou colloques d'économie sociale, dépliants, portraits régionaux, élaboration de politiques d'achat, etc.

Le Chantier a participé à des colloques, des conférences de presse ainsi qu'à des rencontres régulières et des assemblées générales des pôles régionaux, notamment dans la Capitale nationale, le Centre-du-Québec, en Chaudière-Appalaches, en Estrie, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, dans Lanaudière et en Montérégie. Nous avons aussi organisé, en collaboration avec des partenaires régionaux, locaux et sectoriels, des activités de sensibilisation à l'économie sociale et des séances d'information sur la Fiducie du Chantier de l'économie sociale et ce, un peu partout au Québec. Il est aussi important de mentionner la présence de représentants du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), du Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) et de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale lors de plusieurs de ces rencontres régionales.

Le renforcement des liens entre la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et le Chantier,

particulièrement dans le cadre de la signature d'une entente de partenariat et le transfert de la responsabilité gouvernementale de l'économie sociale au ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) a également grandement contribué à la reconnaissance du rôle des pôles dans la concertation des acteurs locaux et régionaux de l'économie sociale.

Des membres de l'équipe du Chantier ont également participé, notamment à titre de conférenciers, aux congrès annuels de l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ) et de la Fédération québécoise des municipalités. Nous avons aussi participé, dans le cadre de l'entente de partenariat avec la FQM, à une des assemblées annuelles des Municipalités régionales de comté (MRC). Finalement, nous avons participé, à l'invitation du ministère des Affaires municipales et des régions, à la *Journée de la ruralité* ; une journée bilan, un an après le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité.

Publication du Guide de bonnes pratiques sur le développement de l'économie sociale en milieu rural

Cette année, nous avons enfin mis la touche finale à la production du Guide de bonnes pratiques sur le développement de l'économie sociale en milieu rural. Ce guide, intitulé *L'économie sociale : un outil de développement des communautés rurales*, a été réalisé dans le cadre d'une recherche-action menée avec cinq territoires de MRC (Charlevoix, Charlevoix-Est, Robert-Cliche, Montcalm et Vallée-de-la-Gatineau) où nous avons travaillé en étroite collaboration avec les CLD. Son objectif principal est d'appuyer les milieux ruraux afin qu'ils mettent en œuvre des projets collectifs porteurs de développement. Ce guide a été tiré à 2000 exemplaires. Il a été présenté aux partenaires de la ruralité lors de la *Journée de la ruralité* et a également été l'objet d'une formation dans le cadre du congrès annuel de la FQM. ■

Aide domestique

Soutien aux entreprises d'économie sociale en aide domestique

Lors de l'assemblée générale annuelle de 2007, le Chantier s'est engagé à soutenir les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EÉSAD) dans leurs démarches pour l'amélioration de leur financement et la consolidation de leurs activités.

Une ressource a rapidement été affectée à ce dossier. Le Chantier de l'économie sociale a offert ses services de soutien technique pour les rencontres des entreprises. Plus d'une dizaine de réunions et de conférences téléphoniques ont été organisées avec des entreprises de plusieurs régions du Québec.

Ces rencontres ont permis la constitution, en juin 2008, de la Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique. La Coalition compte actuellement 46 entreprises provenant de dix régions. Le comité national a finalement établi une plate-forme consensuelle dont l'objectif principal consiste à revoir le cadre financier du Programme d'exonération financière pour les services en aide domestique (PEFSAD) afin d'assurer la survie des EÉSAD à long terme. L'atteinte de cet objectif permettra d'améliorer les conditions de travail des travailleurs et des travailleuses d'entreprises et également de continuer à offrir des services sécuritaires, accessibles et de qualité à toute la population.

Le comité national, formé de 10 représentants régionaux de la Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique, avec le soutien du Chantier d'économie sociale, interpellera tous ses partenaires ainsi que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) dans le but de maintenir la viabilité des entreprises en aide domestique à long terme et ainsi pouvoir mieux répondre aux besoins des personnes en perte d'autonomie ou ayant des limitations.

Norme professionnelle

Le Chantier de l'économie sociale a participé au comité d'orientation sur la *Norme professionnelle - Préposé(e) d'aide à la vie domestique* élaboré par le Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) et ses partenaires du secteur. Ce comité a eu pour tâche de valider le profil de compétences élaboré par un comité d'experts. Trois grandes rencontres du comité ont été nécessaires. En effet, la validation du profil de compétences du métier de proposé(e) d'aide à domicile a fait ressortir plusieurs éléments et débats essentiels liés non seulement à la compréhension du métier, mais aussi aux enjeux que soulève l'élargissement des tâches. Tous ces travaux ont permis de dégager un consensus sectoriel qui devrait permettre l'adoption et la mise en œuvre de la norme au cours de l'année prochaine. ■

Culture

Afin de réaliser un engagement pris au Sommet de l'économie sociale et solidaire de 2006 visant à mieux répondre aux besoins et aux attentes des entreprises d'économie sociale à mission culturelle, le Chantier a entrepris un projet sur la participation citoyenne en culture à travers les entreprises d'économie sociale. La Fédération québécoise des municipalités FQM), l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ), le Regroupement des corporations de développement économique communautaire du Québec, l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), le Comité sectoriel de main-d'œuvre économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC) et des entreprises d'économie sociale collaborent à ce projet qui a pour objectifs de :

- Mener une recherche sur la situation des entreprises d'économie sociale à mission culturelle dont les conseils d'administration sont composés majoritairement de non professionnels de la culture. Cette recherche portera principalement sur la participation citoyenne.
- Organiser un séminaire pour diffuser les résultats de la recherche et discuter des besoins de réseautage.
- Jeter les bases pour créer un réseau d'entreprises d'économie sociale à mission culturelle.
- Identifier les outils non gouvernementaux et gouvernementaux nécessaires pour la consolidation des entreprises.

Ce projet est financé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCC) et par le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). ■

L'habitation communautaire

Le Chantier a participé activement à la Coalition en habitation communautaire, dirigée par l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH). La Coalition a réussi à mobiliser un grand nombre d'acteurs, dont la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UQM), en faveur du renouvellement du Programme AccèsLogis. Ces efforts concertés ont permis de convaincre le gouvernement québécois d'ajouter des fonds additionnels permettant la réalisation de 2 000 logements supplémentaires. Par la suite, la Coalition a repris son travail en visant l'élaboration et l'intégration d'un plan quinquennal dans le prochain budget du gouvernement du Québec.

Cette année, au Québec, près de 4 000 logements communautaires ont été mis en chantier et 10 000 autres sont en préparation sur les tables à dessin, tant en milieux ruraux qu'urbains. De plus, le réseau des OSBL en habitation a obtenu gain de cause dans sa démarche visant la reconnaissance du soutien communautaire par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) qui a finalement adopté son Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social.

Une réflexion a aussi été amorcée concernant la création d'un nouveau produit financier - en complémentarité avec les investissements publics - basé sur le modèle du Fonds d'investissement Montréal, dans le but d'aller chercher des investissements privés pour le logement communautaire.

Le Chantier est membre des conseils d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC) et du Fonds d'investissement Montréal (FIM). Le FQHC a pour mission de favoriser la réalisation et le maintien de logements communautaires de qualité à coût abordable. Le FIM a pour mission de lever des fonds privés pour le développement de projets d'habitations coopératives et d'organismes sans but lucratif sur l'île de Montréal. Le Chantier participe également aux travaux du CAP habitat de l'ARUC en économie sociale. ■

L'environnement

Depuis une décennie, les entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles ont fait des progrès importants. Pourtant, le Réseau des ressourceries du Québec a cessé ses activités cette année, confirmant les difficultés qu'éprouve ce secteur à se doter d'un réseau d'entreprises d'économie sociale représentatif. Ce manque de réseautage s'est fait lourdement sentir dans la capacité d'intervenir politiquement. Cette incapacité à permis au secteur privé de mener une offensive efficace face aux entreprises d'économie sociale, cherchant à reprendre le contrôle du créneau du recyclage et de la récupération.

Afin de pallier cette lacune stratégique, le Chantier a amorcé des discussions avec quelques dirigeants d'entreprises du secteur environnemental dans l'espoir de soutenir la création d'un nouveau réseau. En même temps, le Chantier a continué à intervenir auprès de RECYC-QUÉBEC et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) dans le but de promouvoir des politiques publiques en faveur de l'économie sociale. Avec l'appui de plusieurs dirigeants d'entreprises, le Chantier a présenté un mémoire à la consultation publique portant sur le projet de stratégie gouvernementale de développement durable lancée par la Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et a entrepris des discussions dans le cadre du renouvellement du Plan d'action gouvernemental en gestion des matières résiduelles.

Le Chantier a aussi participé au comité de sélection des projets du Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles de RECYC-QUÉBEC.

Nous avons également poursuivi notre partenariat avec l'organisme Équiterre, dans l'objectif de faire la promotion de la consommation responsable. Ce partenariat a permis d'animer la section *Consommation responsable* du portail Économie sociale Québec et de développer, entre autres, une campagne de Noël responsable faisant la promotion d'achat de biens et de services provenant d'entreprises d'économie sociale. ■

14 Économie sociale et personnes issues de l'immigration

À la suite du Sommet sur l'économie sociale et solidaire de 2006, le Chantier de l'économie sociale a manifesté son intérêt à mener une réflexion concertée sur la promotion et le développement de l'économie sociale auprès des populations issues de l'immigration.

Nous avons effectué une recherche sur la question des liens entre l'économie sociale et les personnes issues de l'immigration. Force a été de constater qu'il n'existait peu ou pas de littérature à ce sujet.

Le Chantier a donc entrepris de mettre sur pied un comité d'orientation formé de personnes dont l'expertise permettrait d'orienter la réflexion et l'élaboration des pistes d'action.

Deux importantes rencontres ont eu lieu au printemps 2008. Les échanges fructueux et dynamiques ont amené le comité à identifier cinq grandes pistes d'action :

- Faire un portrait de la situation
- Développer des outils de sensibilisation
- Soutenir l'accompagnement de projets
- Favoriser des pratiques de gestion de la diversité
- Soutenir le développement régional

Nos outils financiers

La fiducie du Chantier de l'économie sociale

À pareille date l'année dernière, le Chantier de l'économie sociale était heureux d'annoncer la conclusion des ententes avec ses partenaires afin de créer et de mettre en place son deuxième outil financier : la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

La Fiducie du Chantier de l'économie sociale se veut une réponse aux besoins exprimés des entreprises d'économie sociale, qui pour la vaste majorité n'ont pas accès à de la capitalisation. Plutôt que de recourir à de l'endettement traditionnel, il s'agit d'offrir aux entreprises de notre secteur un outil financier adapté à leur statut et à leurs besoins.

Après 18 mois d'existence, force est de constater que le besoin était réel, puisque la Fiducie du Chantier a reçu des demandes d'investissement de 16 des 17 régions du Québec. Au 30 juin 2008, la Fiducie avait accepté 17 demandes pour totalisant 6,2 millions de dollars. Ces entreprises d'économie sociale ont créé ou consolidé plus de 501 emplois, tout en suscitant des investissements totaux de 31,2 millions de dollars dans l'économie régionale du Québec.

Il est important de rappeler que les activités et la réussite de la Fiducie du Chantier sont grandement tributaires de la collaboration et du partenariat qu'elle a su établir avec les acteurs locaux de développement. Pour renforcer ce partenariat, de nombreuses rencontres et séances d'information ont été tenues dans l'ensemble des régions du Québec et, à maintes occasions, en profitant d'invitations provenant des pôles régionaux d'économie sociale.

Par ces investissements, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale apporte son soutien aux entreprises d'économie sociale afin que la solidarité prenne une place de plus en plus importante dans l'activité économique du Québec. ■

fiducie

du Chantier de l'économie sociale

17

Le Réseau d'investissement social du Québec

Le RISQ investit, depuis près de 11 ans, dans le soutien et le développement des entreprises collectives et participe dans une large mesure à faire du modèle québécois d'économie sociale une réussite. Le RISQ est un outil financier du Chantier de l'économie sociale, appuyé par un nombre important de partenaires qui ont largement contribué à son succès.

En mettant à leur disposition un capital de démarrage et de développement adapté à leurs besoins, le RISQ aide les promoteurs à concrétiser leurs projets et améliorer leurs performances sociales. Il met également au service de ces entreprises des outils structurants et une équipe d'experts à l'écoute de leurs besoins et des réseaux locaux, régionaux et sectoriels mobilisés autour des valeurs communes de l'économie sociale.

Le RISQ a contribué au fil des ans à l'éclosion d'une multitude de projets innovateurs et a accompagné bon nombre de promoteurs, tous animés de cette passion d'entreprendre autrement et de retourner le profit de l'expérience et de la rentabilité aux collectivités qui les soutiennent.

Le RISQ a investi depuis ses débuts, dans plus de 239 projets dans le *Volet capitalisation* pour une valeur de 9,7 millions $ et dans 245 projets en *Aide technique* pour une valeur de 1,1 million $. Il a aidé à créer et à maintenir plus de 6 055 emplois dans différentes régions du Québec.

Une réorganisation opérationnelle a été effectuée avec succès entre 2007 et 2008. Les liens de gouvernance entre le Chantier et le RISQ ont été clarifiés et des modifications aux règlements généraux et aux lettres patentes ont été entérinées en cours d'année. Des modifications ont également été apportées à la politique d'investissement pour répondre encore mieux aux besoins des entreprises d'économie sociale.

Le RISQ a depuis janvier 2007, le mandat d'analyser les demandes de financement déposées à la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, de procéder au suivi de ces investissements une fois déboursés et de contribuer à la promotion des produits de capital patient (immobilier et opérations) auprès des entreprises d'économie sociale.

En acceptant de relever ce nouveau défi et en misant sur l'expertise et les compétences professionnelles de ses employés, le RISQ part gagnant avec la Fiducie du Chantier de l'économie sociale et réaffirme sa volonté, en lien avec ses partenaires, de pouvoir innover et participer au développement d'un nouveau modèle d'entreprenariat. ■

RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC

Chantier de l'économie sociale

20 Les Communications

En matière de communication, l'année écoulée a surtout été consacrée à une certaine restructuration puisqu'il y a eu absence d'un responsable pendant plusieurs mois. Malgré cela, plusieurs événements doivent être soulignés.

Le Chantier de l'économie sociale s'est joint à la coalition *Pour des quartiers culturels à Montréal* à l'automne 2007, en prévision du *Rendez-vous Montréal, métropole culturelle* tenu en novembre, pour défendre l'idée de tailler une place de choix aux entreprises culturelles d'économie sociale dans le plan d'action 2007-2017 de la ville de Montréal.

En février 2008, plus de 150 personnes en provenance de toutes les régions et de tous les secteurs de l'économie sociale sont venues à la Tohu assister au lancement du livre *OSER LA SOLIDARITÉ L'innovation sociale au cœur de l'économie québécoise*. Le livre, publié aux Éditions Fides, est une collaboration entre l'Institut du Nouveau Monde (INM) et le Chantier de l'économie sociale.

Le budget du gouvernement du Québec, dévoilé en mars 2008, contenait quelques bonnes nouvelles : investissements pour la construction de nouveaux logements sociaux, création d'un bon nombre de nouvelles places en CPE, investissements pour le secteur de l'aide domestique et bonification du financement du Chantier de l'économie sociale. Par contre, l'absence d'un plan d'action gouvernemental global pour le développement de l'économie sociale au Québec demeurait, à ce moment, une déception majeure.

Le portail Économie sociale Québec

Depuis sa mise en ligne officielle en octobre 2007, le portail Économie sociale Québec poursuit son développement et beaucoup d'efforts ont été consacrés à l'enrichissement de son contenu ainsi qu'à sa promotion auprès des entreprises d'économie sociale et des différents acteurs du milieu.

Rappelons que le portail constitue un outil collectif qui se veut un espace interactif de réseautage et de promotion pour les acteurs et les partenaires de l'économie sociale, mais également une référence pour les consommateurs recherchant des produits et des services équitables offerts localement. Par ces multiples fonctionnalités, le portail vise à mettre en valeur les acteurs de l'économie sociale en s'appuyant sur cinq éléments clés : les entreprises et leurs produits et services, les organismes de soutien au développement, les régions, les secteurs d'activités et les partenaires dans le domaine de la recherche, de la finance solidaire et de la main-d'œuvre.

L'un des outils centraux du portail est le répertoire des entreprises d'économie sociale, des organismes de soutien et des groupes communautaires ayant des projets d'économie sociale. Regroupant jusqu'à maintenant plus de 4 600 coopératives et organismes, ce répertoire offre à chaque entreprise d'économie sociale une fiche descriptive. Les entreprises peuvent elles-mêmes faire la mise à jour des renseignements de leur fiche et peuvent également alimenter le portail en publiant des communiqués, des événements dans le calendrier, des offres d'emploi ainsi que promouvoir leurs produits et services dans un catalogue. Afin de s'assurer que chaque entreprise ait bien reçu ses codes d'accès et puisse participer à l'animation du portail, une importante opération de mise à jour du répertoire a été faite durant l'été en collaboration avec les pôles régionaux.

Cette mise à jour du répertoire a également été une occasion de rencontrer les pôles et leur offrir une formation plus personnalisée sur le fonctionnement du portail et du répertoire. Cette formation, qui se poursuivra au cours de l'année, a pour but de permettre aux membres des pôles d'être mieux outillés pour encourager et aider les entreprises sur leur territoire à utiliser le portail. Ces rencontres portent déjà fruit, car deux pôles (Mauricie et Chaudière-Appalaches) ont choisi d'utiliser leur page régionale du portail comme site Internet. De plus, une augmentation encourageante de l'achalandage démontre que les entreprises et les différents intervenants dans le milieu s'approprient graduellement le portail comme outil de promotion.

Combiné à la mise à jour du répertoire et à la tournée de formation des pôles régionaux, l'envoi d'un bulletin électronique mensuel a aussi débuté au printemps. Ce bulletin constitue un bon moyen pour informer les membres des nouveautés sur le portail et pour les inciter à remplir leur fiche. Une attention toute particulière a été mise sur sur l'ajout des produits et services en prévision de la prochaine mise en ligne du catalogue en ligne *Acheter solidaire*. Ce catalogue s'inscrit parmi l'un des moyens visant à favoriser la commercialisation des entreprises et à mieux faire connaître les produits et services offerts en économie sociale, autant auprès des entreprises que du grand public.

Enfin, toujours dans le but de mieux faire connaître le portail et de lui donner plus de visibilité, il faut également souligner l'organisation de campagnes thématiques telles que la campagne de Noël en partenariat avec Équiterre invitant les gens à célébrer Noël solidairement, et le placement de publicité dans quelques publications et outils de communication de différents organismes de soutien au développement de l'économie sociale. Ces démarches ont eu un impact significatif et encourageant qui se reflète dans le nombre croissant de demandes de la part des entreprises pour obtenir leurs codes d'accès, l'augmentation statistique du nombre de visites et de pages vues et, surtout, la reconnaissance du portail comme étant un outil de qualité par des intervenants qui ne sont pas impliqués en économie sociale, par exemple, le journal Jobboom qui a cité Économie sociale Québec dans sa rubrique *Trouvailles du jour*, comme site de référence pour la recherche d'emploi. ■

économiesocialequébec
www.economiesocialequebec.ca

La recherche en action

Depuis la création de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) en 2000 et celle du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) en 2005, le Chantier et ses partenaires y jouent un rôle primordial. Rappelons que la codirection de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS est assurée par la présidente-directrice générale du Chantier. Des membres du conseil d'administration codirigent des chantiers d'activités partenariales (CAP), des groupes régionaux d'activités partenariales (GRAP) ou participent au comité de coordination des deux réseaux de recherche. De plus, des membres de l'équipe collaborent aux activités de l'Alliance et du Réseau. Le codirecteur de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS siège aussi comme représentant de l'ARUC-ÉS au conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale.

L'ARUC-ÉS

Au cours de la dernière année, plusieurs CAP ont mis des efforts importants dans la diffusion et le transfert de connaissances. Le CAP Habitat communautaire a consacré une partie considérable de son travail à la rédaction d'un livre sur le logement communautaire. Ce livre, fruit d'une coopération entre des chercheurs et des praticiens, fera le point sur le logement communautaire au Québec. Il paraîtra à l'automne 2008.

Au CAP Loisir et tourisme social, les travaux ont porté sur la réalisation d'un guide d'animation sur l'accessibilité au loisir. Le guide est disponible sur le site du Conseil québécois du loisir. Ce chantier s'est aussi intéressé à la participation des membres du CAP au Congrès mondial du loisir qui se tiendra à Québec en octobre 2008.

Pour sa part, le CAP Financement a produit des portraits sur le placement et l'investissement responsables au Québec. Le CAP a également publié une brochure synthèse sur la finance responsable au Québec et travaille à la mise en place d'un réseau québécois de la finance solidaire.

Au CAP Services aux personnes, plusieurs résultats de projets de recherche ont été diffusés dans le cadre de publications (livres, cahiers de recherche) ou dans le cadre de séminaires. Dans le cadre du CAP Déve-loppement local et régional, des projets de recherche portant sur les entreprises culturelles, l'économie sociale comme stratégie de lutte à la pauvreté et sur la médiation culturelle ont été soutenus. Ces projets ont donné lieu à des présentations lors de séminaires et de colloques. Une brochure sur la situation des entreprises culturelles en milieu rural a aussi été publiée.

Dans le cadre de la dernière année de fonctionnement (2008-2009) de l'ARUC-ÉS, les activités de diffusion connaîtrons un essor appréciable puisque plusieurs séminaires et colloques sont en préparation.

Le RQRP-ÉS

Pour sa troisième année, le RQRP-ÉS a connu une augmentation importante des projets mis en œuvre par les différents GRAP; cinquante projets sont maintenant en réalisation. Ces projets portent sur différentes thématiques qui intéressent tant les entreprises en milieu urbain qu'en milieu rural.

Le deuxième colloque du Réseau s'est tenu en Abitibi-Témiscamingue. Plus de quatre-vingts personnes provenant de l'ensemble des régions du Québec y ont pris part. Plusieurs projets de recherche terminés ou en cours de réalisation ont été présentés. Une table ronde sur la contribution de l'économie sociale a particulièrement été appréciée. Afin d'augmenter la participation des acteurs de l'économie sociale, nous avons tenu le colloque au lendemain d'une rencontre nationale des pôles régionaux d'économie sociale et nous avons aussi invité les entreprises de la région Abitibi-Témiscamingue. Nous envisageons tenir notre troisième colloque en 2009 dans la région de Chaudière-Appalaches.

Avec le soutien financier du Réseau canadien d'économie sociale, nous avons mis en place un réseau d'étudiants travaillant sur des projets de recherche en économie sociale au sein de l'ARUC-ÉS ou du RQRP-ÉS. Une première rencontre de ce réseau s'est tenue en mai et une quinzaine d'étudiants y ont participé. Les trois récipiendaires des bourses de maîtrise du RQRP-ÉS ont pu y présenter les résultats de leur recherche. Ce réseau continuera ses activités en 2008-2009. Déjà, une rencontre de sensibilisation à l'économie sociale est prévue pour les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières. De plus, au cours de la prochaine année, nous comptons développer des liens avec le comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale.

Nous avons poursuivi nos relations avec les différents groupes du Réseau canadien d'économie sociale. Des membres du RQRP-ÉS ont participé à la première conférence mondiale sur la recherche en économie sociale qui s'est tenue à Victoria en octobre

dernier. Nous travaillons présentement à la préparation d'un colloque sur les politiques publiques de soutien à l'économie sociale en collaboration avec les réseaux des provinces de l'Atlantique et du Nord canadien. Ce colloque aura lieu à l'automne 2009 et plusieurs représentants de réseaux de l'économie sociale au Québec seront invités à y faire part de leur expérience.

Un travail conjoint ARUC-ÉS et RQRP-ÉS

Le comité mixte de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS, le comité de travail sur le transfert des connaissances, a poursuivi ses travaux. Les deux guides sur la recherche partenariale, produits en 2007, ont été traduits en anglais et sont maintenant disponibles pour l'ensemble des groupes régionaux canadiens. Ils ont été diffusés dans le cadre de colloques au Canada anglais.

Perspectives pour 2008-2009

Nous l'avons souligné plus haut, l'année 2008-2009 sera la dernière année de l'ARUC-ÉS, en décembre 2009 plus précisément. Pour sa part, le RQRP-ÉS prendra fin en août 2010. Au cours de la dernière année, le Chantier a mis en place un comité spécial du conseil d'administration. Ce comité a fait un bilan de l'expérience de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS et proposé une suite à ces deux projets. Nous comptons donc déposer, à l'automne 2008, une demande d'ARUC portant sur trois thématiques : la gestion des entreprises d'économie sociale, l'innovation sociale au sein de l'économie sociale et la diffusion et le transfert de connaissances. Ce projet, s'il est accepté, permettra de pérenniser la recherche partenariale en économie sociale. ■

Tous les renseignements concernant l'ARUC-ÉS et le RQRP-ÉS sont disponibles sur le site Internet www.aruc-es.uqam.ca

aruc : ÉCONOMIE SOCIALE : rqrp

ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE PARTENARIALE

La vie associative

Cette année, le conseil d'administration a mis en place différents comités *ad hoc* dans le but de le conseiller sur des dossiers stratégiques, notamment le statut juridique des associations et l'évaluation des ententes avec les Pôles régionaux d'économie sociale. Par ailleurs, la vie associative a été au cœur des priorités organisationnelles du Chantier : les réflexions des membres du comité ont permis d'évaluer le chemin parcouru depuis dix ans dans la construction d'une vie associative dynamique et démocratique et de proposer des pistes d'amélioration.

Le conseil d'administration a accueilli quelques nouveaux représentants des membres, permettant par le fait même de rajeunir sa composition. Il s'est également enrichi d'un nouveau membre de taille, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), représentant de l'Assemblée des Premières Nations. On se rappellera que le Chantier et le regroupement ont signé une entente de partenariat. Cette entente avait d'ailleurs été annoncée lors du Forum sur l'avenir des Premières Nations, à Masteuiash, à l'automne 2006.

Le comité jeunesse du Chantier a véritablement pris son envol cette année avec l'organisation de ses premières activités publiques. La participation de 400 personnes dans le cadre du Congrès mondial des jeunes qui se tenait à Québec en témoigne.

Le conseil d'administration a tenu trois rencontres, en plus de son Lac-à-l'épaule annuel de deux jours. Cette dernière rencontre a d'ailleurs permis aux membres du conseil de faire le bilan de l'année écoulée et de définir les orientations et les priorités pour l'année qui vient.

Tout au long de l'année, le comité exécutif a veillé au bon fonctionnement du Chantier entre les rencontres du conseil d'administration; ses membres ont participé à neuf réunions. Le comité exécutif a été particulièrement actif dans le suivi des outils financiers, la mise en œuvre des pistes d'action identifiées au Sommet de l'économie sociale et solidaire de 2006 et la révision des outils et des systèmes de gestion interne.

Les réseaux et les entreprises membres du Chantier ont activement participé aux travaux de nombreux dossiers sectoriels et régionaux, apportant des conseils et des propositions d'action aux membres de l'équipe, notamment pour les secteurs de l'habitation, de l'aide domestique, de l'environnement et du développement local et régional.

Des représentants du Chantier siègent au sein des Conseils d'administration du Réseau d'investissement solidaire du Québec (RISQ) et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) ainsi qu'au Conseil des fiduciaires de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. ■

Assemblée générale annuelle du Chantier, Outaouais, octobre 2007

Le Comité jeunesse

Sous le signe du réseautage, le comité jeunesse a organisé sa première activité publique le 16 avril 2008, à la Coopérative de travail le Divan orange. Plus de 70 jeunes impliqués en économie sociale ont participé à ce 5 à 7. Un franc succès qui témoigne du besoin de réseautage chez les jeunes entrepreneurs collectifs. D'ailleurs, plusieurs sont repartis en ayant établi de nouveaux contacts qui pourront donner naissance à de nouvelles relations d'affaires.

En 2008, le comité jeunesse a consacré beaucoup d'énergie à l'organisation d'une série d'activités dans le cadre du Congrès mondial des jeunes (CMJ). Sous le thème du Développement mené par les jeunes, 500 jeunes de partout dans le monde s'étaient donné rendez-vous à Québec du 10 au 21 août. Le comité jeunesse du Chantier a mobilisé treize jeunes québécois, quatre jeunes partenaires du Canada et deux conférenciers de renom. Ils se sont joints à l'artiste engagé Luck Mervil et à treize jeunes provenant de dix pays de trois continents qui ont pu participer au congrès grâce à un partenariat avec Uniterra, le programme de coopération volontaire du CECI et de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC). Ensemble, ils ont présenté sept ateliers, deux tables rondes et une grande conférence portant sur différents aspects de l'économie sociale et solidaire. Ainsi, presque toutes les activités proposées par le comité jeunesse du Chantier et Uniterra ont été présentées conjointement par des délégués internationaux et par des gens d'ici. Au CMJ, le comité jeunesse et Uniterra ont tenu un kiosque de produits issus du commerce équitable et d'entreprises collectives où se côtoyaient des personnes du mouvement de l'économie sociale et solidaire du Québec, du Mali, de Bolivie, du Sri Lanka et d'ailleurs. Le 12 août, les jeunes ont participé à la Marche mondiale des jeunes organisée par Uniterra, dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse des Nations Unies (ONU). Occasions de rencontres qui ont vu naître des liens, des amitiés et des partenariats, ces activités ont culminé lors d'un 5 à 7, le 13 août. Avec une participation record de près de 400 personnes, le 5 à 7 a permis aux délégués du Congrès de discuter avec des jeunes de Québec et de constater l'enracinement international du mouvement de l'économie sociale et solidaire. ■

5 à 7 du Comité jeunesse, Congrès mondial des jeunes (CMJ), août 2008

26 Liens hors Québec

Au cours de la dernière année, plusieurs événements structurants ont confirmé l'importance du renforcement des liens avec des acteurs de l'économie sociale sur tous les continents. L'année 2007-2008 s'est démarquée par la consolidation de partenariats et par le développement de nouveaux projets au Canada et dans différents pays du monde.

Depuis mai 2008, le Chantier, en collaboration avec six organisations canadiennes partenaires - le Centre for Community Enterprise, Connections ClubHouse, Enterprising Non-Profits, Edmonton Community Fondation, Ontario Solidaire, Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC) - a amorcé un projet ayant pour but le transfert de compétences dans le domaine de la finance solidaire. L'objectif consiste à transférer les acquis de l'expérience québécoise par la création d'outils dédiés à la gestion financière et à l'analyse des entreprises d'économie sociale.

Concernant le volet international, les priorités adoptées par le conseil d'administration en mai 2007 sont en voie de réalisation. Tout d'abord, le Chantier a conclu une entente de partenariat avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) dans l'objectif de combiner les expertises respectives des deux organisations. Cette collaboration permettra le développement de projets pour lesquels sera sollicitée la contribution des organisations et des entreprises membres du Chantier. La signature de cette entente a notamment permis au Chantier d'embaucher une responsable des dossiers internationaux. Une section International vient d'être ajoutée au portail où on y retrouve de l'information sur les réseaux internationaux en économie sociale et solidaire ainsi que des nouvelles liées aux questions du développement de l'économie sociale et solidaire dans le monde. La première activité issue de ce partenariat a été l'accueil d'une délégation de 13 jeunes. Les jeunes ont par la suite visité une quinzaine de projets d'économie sociale à Montréal.

Le partenariat avec le Forum brésilien en économie solidaire (FBES) se poursuit. La publication d'un livre conjoint en versions française et portugaise intitulé «Osez la solidarité : Le partage de pratiques d'économie sociale et solidaire au Brésil et au Québec» constitue le résultat concret de la première étape d'un projet de collaboration financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). D'autres projets de partenariat Brésil-Québec concernant les échanges commerciaux et techniques entre entreprises d'économie sociale sont également en préparation.

Au cours de l'année, le Chantier a continué de recevoir de nouvelles demandes de collaboration à l'étranger. En février 2008, la présidente-directrice générale, Nancy Neamtan, Vincent Auclair, adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, Clément Guimond, coordonnateur de la Caisse d'économie solidaire de 1985 à 2007, ainsi que Jean François Aubin se sont rendus à Mexico afin de présenter l'expérience québécoise lors d'un forum international. Le Forum était organisé par la Comisión de Fomento Cooperativo y Economía Social de la Cámara de Diputados, une commission de la Chambre des députés faisant la promotion des coopératives et de l'économie sociale dans le pays.

À la demande de Ségolène Royal, Présidente de la région Poitou-Charentes, le Chantier de l'économie sociale a également signé une convention de partenariat avec la Chambre régionale de l'économie sociale (CRES) de Poitou-Charentes. À l'invitation du Conseil Régional Poitou-Charentes, une délégation de dix personnes du conseil d'administration et de l'équipe du Chantier a participé à une mission en France, en avril 2007, dans le but d'échanger sur des sujets d'intérêt commun.

Finalement, le modèle québécois d'économie sociale continue de rayonner sur la scène internationale. Cette année encore, le Chantier a accueilli plusieurs délégations étrangères. Nous avons eu le plaisir de recevoir des acteurs du mouvement de l'économie sociale et solidaire de divers pays, notamment, la Corée du Sud, le Japon, la Belgique, la Bolivie, le Mexique, le Guatemala, le Brésil, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Ghana, le Vietnam et le Sri Lanka. ■

Annexes

Le Conseil d'administration

Présidence du Conseil d'administration
Patrick Duguay *, Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Présidence direction générale
Nancy Neamtan *

Regroupement des entreprises d'économie sociale
Daniel Berthiaume*, Conseil québécois des entreprises adaptées
Richard Gravel *, Collectif des entreprises d'insertion du Québec
Éric Lefebvre, Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
Marc Paquette, Fédération des coopératives des paramédics du Québec
Jean Robitaille *, Association québécoise des Centres de la petite enfance du Québec
Jocelyne Rouleau, Confédération québécoise des coopératives d'habitation
Claude Vaugeois, Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
François Vermette, Regroupement québécois des OSBL en habitation

Regroupement d'organisations de développement de l'économie sociale
Édith Cyr, Association des groupes de ressources techniques du Québec
Serge Ouellet, Association des Centres locaux de développement du Québec
Louise St-Jacques, Réseau de la coopération du travail du Québec
Thérèse Ste-Marie *, Regroupement des CDEC du Québec
Lucie Villeneuve *, Réseau québécois du crédit communautaire

Pôles régionaux d'économie sociale
Patrick Duguay *, Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais
Pierre Morrissette, Pôle régional d'économie sociale de l'Île de Montréal
Lynn O'Cain *, Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie
André Richard, Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Carole Richer, Pôle régional d'économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Centrales syndicales
Esther Désilets, Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec
Nathalie Guay, Confédération des syndicats nationaux

Mouvement communautaire
Denis McKinnon *, Table nationale des corporations de développement communautaire

Mouvement des femmes
Danielle Fournier, Relais-Femmes

Grands mouvements
Josée Goulet, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Sonia Vaillancourt, Conseil québécois du loisir

Membres d'office
Stéphane Chabot, Réseau d'investissement social du Québec
Jacques Charest, Fiducie du Chantier de l'économie sociale
Céline Charpentier, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
Jean-Marc Fontan, ARUC en économie sociale et RQRP en économie sociale

Membre cooptée
Margie Mendell, School of Community & Public Affairs, Concordia University

*Membres du Comité exécutif

L'Équipe de travail

L'ÉQUIPE

Véronique Affoum, secrétaire réceptionniste
Chantal Aznavourian, chargée de projet, Développement
Lise Boisvert, coordonnatrice administrative
Denis Bussières, Responsable, Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale – ARUC en économie sociale
Liette Courchesne, chargée de projet, Développement, jusqu'en novembre 2007
Ariane Denault-Lauzier, Chargée de projets, Dossiers internationaux
Élise Desjardins, Directrice, Communications, jusqu'en septembre 2007
Catherine Gagné, chargée de projet, Liens avec les régions et les réseaux, Répertoire de l'économie sociale
Charles Guindon, Directeur, Développement
Jacques Hérivault, Responsable, Communications stratégiques
Geneviève Huot, chargée de projet, Dossiers ruralité, jeunesse et culture
Carole Lévesque, chargée de projet, Communications
Marie-Hélène Méthé, Directrice-générale adjointe et responsable des liens avec les régions et les réseaux
Nancy Neamtan, Présidente-directrice générale

DES CONTRACTUELS

France Benoît, Comptable
Carole Couturier, Chargée de projets, Programme fédéral, Formation et transfert
Sylvain Giroux, CMA, comptable en management crédité
Maud Hainry, Assistante de recherche, Projet Culture
Louis-Philippe Lavallée, Assistant de recherche, Répertoire de l'économie sociale

L'ÉCONOMIE SOCIALE.
ÇA PARLE D'ARGENT ET DE **VALEURS HUMAINES.**

Liste des sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACLDQ	Association des centres locaux de développement du Québec
AGRTQ	Association des groupes de ressources techniques du Québec
AQCPE	Association québécoise des centres de la petite enfance
ARCQ	Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
ARUC-ÉS	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CAP	Chantier d'activités partenariales
CDC	Corporation de développement communautaire
CDEC	Corporation de développement économique et communautaire
CDR	Coopérative de développement régional
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CESIM	Comité d'économie sociale de l'Île de Montréal
CLD	Centre local de développement
CPE	Centre de la petite enfance
CQCH	Confédération québécoise des coopératives d'habitation
CQCM	Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
CQL	Conseil québécois du loisir
CRE	Conférence régionale des élus
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
CRP	Centre de ressources périnatales
CSMO-ÉSAC	Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
DÉC	Développement économique Canada
ÉCOF	Économie communautaire de Francheville
EÉSAD	Entreprise d'économie sociale en aide domestique
FAQDD	Fonds d'action québécois en développement durable
FBES	Forum brésilien en économie solidaire
FCSDQ	Fédération des coopératives de services à domicile du Québec
FIM	Fonds d'investissement Montréal
FLHLMQ	Fédération des locataires d'habitation à loyer modique du Québec
FQHC	Fonds québécois d'habitation communautaire
FQM	Fédération québécoise des municipalités
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSTQ	Fonds de solidarité FTQ
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
GRAP	Groupe de recherche et d'activités partenariales
HLM	Habitation à loyer modique
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OSNL	Organisme sans but lucratif
ONG	Organisation non gouvernementale
PEFSAD	Programme d'exonération financière des services d'aide domestique
RCAAQ	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
RCDEC	Réseau canadien en développement économique communautaire
REÉSADQ	Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
RÉSEAU	Réseau de la coopération du travail du Québec
RÉSO	Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal
RIPESS	Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RQCCT	Réseau québécois des coopérateurs et coopératrices du travail
RQOH	Réseau québécois des OSBL d'habitation
RQRP-ÉS	Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SCHL	Société canadienne d'hypothèque et de logement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TNCDC	Table nationale des Corporations de développement communautaire
UMQ	Union des municipalités du Québec
UQAM	Université du Québec à Montréal

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

4200, rue Adam
Montréal (Québec)
Canada H1V 1S9
514 899-9916 | 1 888 251-3255
info@chantier.qc.ca
www.chantier.qc.ca